

## CAUTION GLOBALE PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Nous, soussignés, **[nom de l'organisme habilité à émettre les cautions]**, dont le siège social est situé au **[adresse de l'organisme]**, immatriculés au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**, représenté par **[nom, fonction, adresse de l'agence]**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

certifions être agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement conformément à l'article L.511-10 du Code monétaire et financier et détenir la capacité de nous porter caution en faveur de tiers<sup>1</sup>,

déclarons nous engager, conjointement et solidairement avec **[nom de la société garantie]**, dont le siège social est situé au **[adresse de la société garantie]**, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**,

à payer, sans pouvoir soulever le bénéfice de discussion, dans les trente jours suivant la demande de l'Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions - 80, avenue des Terroirs de France - 75607 PARIS Cedex 12 - et à concurrence de la somme de **[en chiffres et en lettres]**,

toute somme en principal, intérêts, sanctions et autres accessoires, dont la société **[nom de la société garantie]** pourrait être redevable au titre des règlements communautaires applicables ensuite de :

- **[reprendre ici la liste des opérations pour lesquelles la garantie est accordée – voir liste des choix en annexe]**

Cet engagement constituant une garantie globale, Il est entendu que cette garantie se trouvera partiellement ou totalement affectée à chaque opération particulière réalisée par la société **[nom de la société garantie]** pour laquelle cette dernière en aura donné à l'office l'ordre écrit d'imputation **[nom de la société garantie]**.

Cet ordre, signé par une personne habilitée de la société **[nom de la société garantie]**, pourra être transmis à l'office par courrier, par télécopie ou sous forme électronique sécurisée. Il identifiera de façon individuelle l'opération concernée.

Chaque mainlevée donnée par l'office au titre d'une opération particulière imputée sur la présente garantie permettra à la société **[nom de la société garantie]** d'affecter la part de garantie libérée à de nouvelles opérations. L'office veillera à ce que le montant des engagements en cours ne dépasse jamais, outre les intérêts, sanctions et accessoires, la somme maximale susvisée.

Nous prenons note qu'il nous appartient de nous informer régulièrement auprès de la société **[nom de la société garantie]** de l'état des engagements reçus et mainlevées données par l'Office au titre de la présente garantie.

Nous nous réservons la possibilité de dénoncer la présente garantie à tout moment, sous réserve du respect d'un délai de préavis d'un mois, en adressant en ce sens une lettre recommandée avec accusé de réception à l'Office.

Dans cette hypothèse, le présent acte restera valable en garantie de toutes les obligations de la société **[nom de la société garantie]** souscrites avec imputation de la présente caution globale avant sa résiliation.

Fait à **[lieu]**,

Le **[date]**

Signature autorisée et cachet

<sup>1</sup>

Pour les organismes dont le siège social est établi dans un autre Etat membre de l'espace économique européen indiquer ici : « déclare détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L.511-22 et 23 du code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur de tiers.

## CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Nous, soussignés, **[nom de l'organisme habilité à émettre les cautions]**, dont le siège social est situé au **[adresse de l'organisme]**, immatriculés au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**, représenté par **[nom, fonction, adresse d'élection de domicile]**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

certifions être agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement conformément à l'article L.511-10 du Code monétaire et financier et détenir la capacité de nous porter caution en faveur de tiers<sup>2</sup>,

déclarons nous engager, conjointement et solidairement avec **[nom de la société garantie]**, dont le siège social est situé au **[adresse de la société garantie]**, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**,

à payer, sans pouvoir soulever le bénéfice de discussion, dans les trente jours suivant la demande de l'Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions - 80, avenue des Terroirs de France - 75607 PARIS Cedex 12 - et à concurrence de la somme de **[en chiffres et en lettres]**,

toute somme, en principal, intérêts, sanctions et autres accessoires, dont la société **[nom de la société garantie]** pourrait être redevable au titre des règlements communautaires applicables ensuite de :

- **[reprendre ici l'opération pour laquelle la garantie est accordée – voir liste des choix en annexe – ainsi que sa référence précise – c'est à dire sa nature précise, son numéro de référence s'il est connu ainsi que sa date].**

Fait à **[lieu]**,  
Le **[date]**

Signature autorisée et  
cachet

<sup>2</sup>

Pour les organismes dont le siège social est établi dans un autre Etat membre de l'espace économique européen indiquer ici : « déclare détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L.511-22 et 23 du code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur de tiers.

**- ANNEXE – Liste des opérations communautaires pour lesquelles un cautionnement est demandé**

**Le libellé doit être porté exactement comme suit sur les actes de cautionnement global, mais peut être individualisé pour les actes de cautionnement ponctuel :**

- ses demandes de délivrance de certificats d'exportation simples ou comportant la fixation à l'avance de la restitution, de certificats d'exportation comportant la fixation à l'avance
- ses demandes d'attribution de droits pour les certificats d'importation,
- ses demandes de délivrance de certificats d'importation,
- ses demandes de versement d'avances sur restitutions à l'exportation,
- ses demandes de préfinancement des restitutions à l'exportation,
- la conclusion et l'exécution de contrats de vente de produits d'intervention assortis d'une obligation de transformation, ( préciser le produit)
- la conclusion et l'exécution de contrats de vente de produit d'intervention assortis d'une obligation d'exportation,( préciser le produit)
- la conclusion et l'exécution de contrats de vente de produits d'intervention d'intervention sans obligation d'exportation ou de transformation, ( préciser le produit)
- la conclusion et l'exécution de contrats de stockage privé( préciser le produit),
- la conclusion et l'exécution de contrats d'aide aux plus démunis,
- la conclusion et l'exécution de contrats d'aide alimentaire (fourniture ou transport).
- la conclusion et l'exécution de contrats d'action de promotion, marché intérieur ou pays tiers ( préciser le produit)